

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur l'accès au logement et la lutte contre l'exclusion dans la ville dans le contexte de la campagne pour les élections présidentielle et municipale, Athis-Mons le 5 avril 1995.

Madame le Maire,

- Mesdames et messieurs,

- Il y a bien longtemps que ce rendez-vous était pris et je dois vraiment m'excuser auprès de vous d'avoir mis tant d'années à le réaliser. Quelques incidents de parcours m'en ont empêché mais je savais qu'avant la fin de mon mandat, c'est-à-dire dans maintenant un peu plus d'un mois, je viendrais à Athis-Mons répondre à l'invitation qui m'était faite, non seulement par Marie-Noëlle Lienemann, mais aussi par mes amis de l'Essonne.

- Pourquoi tenais-je à venir ici, alors qu'il est tant de communes dans la région parisienne, en Ile de France, partout en France ? Parce que j'ai vu se réaliser, dans ce département et dans cette ville, un effort qui m'a paru particulièrement significatif, un effort de notre société centré sur les points douloureux, sur les points difficiles, là où le combat semblait perdu d'avance.

- J'ai prononcé quelques discours sur la ville, comme sur la banlieue. Je suis socialiste : j'en parle de temps à autre. Je ne veux pas me substituer à l'ensemble des Français, qui ont le droit de penser comme ils veulent, mais c'est une forme d'éducation que de penser que le problème numéro un qui se pose aux Français d'aujourd'hui, comme à la plupart des Européens, et dans toutes les sociétés industrielles, c'est la ville.

- Une transplantation, une sorte d'émigration constante vers la ville a marqué la société industrielle depuis le début du XIXème siècle. Bientôt les paysans, qui étaient le fonds de la nation, sont devenus des ouvriers, sur le carreau des mines, devant les fours, devant les métiers textiles, partout où il y avait un travail moderne à l'époque. Il fallait bien des gens qui s'y consacrent, mais ils n'étaient pas formés pour cela. Ils ont donc été contraints de mener une vie dure, pratiquement sans aucun droit : les droits ont été acquis, pas tous, mais peu à peu, après de longues luttes. C'était le prolétariat. Et le prolétariat, c'était les paysans français, qui n'étaient plus paysans, et qui ne savaient pas encore qu'ils étaient ouvriers.

- Ce n'est pas une histoire ancienne : vos parents ont connu cela, et cela continue aujourd'hui dans bien d'autres lieux que celui-ci. Ces concentrations urbaines se sont accrues et ont posé des problèmes multiples qu'on n'avait pas imaginés, de communication, de transport, d'hygiène, etc. Finalement la masse de réserve des paysans - car nous sommes tous petits-fils ou arrière-petits-fils de gens de la campagne - n'a plus suffi dans un pays qui se développait, où il y avait de plus en plus de travail. Alors, on a cherché les travailleurs où ils étaient, c'est-à-dire dans les pays extérieurs, et généralement dans les pays pauvres, où l'on n'avait pas de travail ni de quoi vivre chez soi, où l'on devait chercher ailleurs le pain et la sécurité.

Ces deux volontés se sont rencontrées et ont produit ce flot d'immigration, qui pose à son tour des problèmes d'un autre type à notre société. Mais ne croyez pas que tous ces immigrés soient venus par plaisir : il fallait qu'ils élèvent leur famille, il fallait vivre. Et puis ils étaient très sollicités. Nos très grandes entreprises, avant la deuxième guerre mondiale déjà, sont allées chercher, par camions et par trains, des travailleurs qui leur permettraient de produire et, disons

les choses, de produire à bon marché, c'est-à-dire de tenir à des niveaux assez bas les salaires des travailleurs français en raison d'une concurrence toute naturelle de gens habitués à vivre de peu, qui réclamaient peu, qui n'étaient pas chez eux, qui ne se sentaient pas chez eux et qui criaient famine.

- Des millions de gens sont venus en France comme cela et je suis stupéfait quand j'entends ou quand je vois certains le leur reprocher. Ils ne l'avaient pas demandé ! On est allé les chercher ! On les a logés comme on a pu - quand on les a logés -, on les a éduqués comme on a pu - quand on les a éduqués -, on les a tenus en état de sous-prolétariat. C'était une forme moderne disons d'une soumission de l'homme à l'homme, d'autres diraient de l'exploitation de l'homme par l'homme.

- Alors, si vous ajoutez ces deux couches successives, celle des originaires de France qui étaient hier, des provinciaux, des campagnards, qui sont devenus des citoyens pour travailler, et celle dont je viens de vous parler, tout s'est déséquilibré, tout a basculé dans notre société, et les pouvoirs publics ne se sont pas toujours adaptés à cette situation. Obéissant à de vieux réflexes ou bien trop sensible à ce que j'appellerai une sorte de mouvement instinctif qui se transforme lorsqu'il est poussé plus loin en racisme, on a voulu tenir à l'écart toute cette partie d'un prolétariat. Non seulement il était maltraité, mal payé, mais encore il n'était pas intégré dans notre société. Et ce sont vos communes qui ont vécu cela, c'est-à-dire les communes que l'on appelle suburbaines, tandis que s'en allaient du cœur des grandes villes, je pense en particulier à Paris, les ouvriers qui s'y trouvaient encore ou bien les artisans qui n'avaient plus de quoi payer leur loyer. Si bien qu'à la fois, il y avait ce mouvement qui venait de l'extérieur, de la province ou de la campagne française, de l'étranger, du Maghreb, de l'Afrique noire, d'autres pays d'Europe aussi : d'Italie, de Pologne, de Belgique, de Yougoslavie, d'Espagne, du Portugal, et qui remontait vers nos grandes villes, tandis qu'allaient vers la bordure de ces grandes villes ceux qui vivaient en leur centre et n'avaient plus les moyens de le faire.

- On peut donc dire que cette difficulté sociale est née d'une certaine conception politique, d'une certaine façon de considérer la société. C'est pourquoi on ne peut pas dire que tout est pareil, que la droite et la gauche - on pourrait employer d'autres termes, peu importe -, c'est la même chose. Non, ce n'est pas la même chose ! Car selon le point de vue de départ, je dirai presque la philosophie que l'on a de l'homme et de la société, tout est différent. Ce n'est pas que les comportements soient toujours différents & il y a toujours une dose d'égoïsme, d'individualisme, il n'y a pas d'un côté des démons et de l'autre des saints : mais il y a une explication de la société, une volonté de la structurer de cette façon-ci et pas de celle-là. Et c'est pourquoi ceux qui, comme moi, ont adhéré à une certaine conception de la société estiment qu'il faut toujours lui donner des structures et ne pas se contenter d'avoir de bons sentiments. Les bons sentiments, je les aime beaucoup, mais ils me fatiguent un peu. Actuellement d'ailleurs, il faut dire qu'ils sont distribués à profusion.\

Athis-Mons et beaucoup d'autres communes de l'Essonne et des autres départements de la couronne parisienne, ont vécu ce que l'on peut appeler ce drame. J'étais l'autre jour à Saint-Denis, à l'Université, et j'entendais les échos des malheurs vécus par les femmes et les hommes qui vivent dans ces villes, sans parler des malheurs de la jeunesse, et qui en raison du chômage et d'une construction mal conduite pendant trop d'années, dès le lendemain de la première guerre mondiale, n'ont pas de place. Ce que l'on appelle "les espaces verts", ce sont des espaces pourris, le plus souvent gris poussiéreux, tristes. Comment voulez-vous que ne se développe pas dans ce climat toute une série de déviations - violence, drogue, la liste serait longue - qui sont condamnables sur le plan moral mais qui, lorsque l'on a l'explication historique de l'évolution de cette société, sont, non pas plus excusables, mais plus compréhensibles ? Ce qui serait inexcusable et incompréhensible de notre part, ce serait de ne pas comprendre que la société à bâtir à partir de maintenant doit justement se défaire de ces vices pour tenter de transformer nos villes en leur donnant un air de convivialité, de joie de vivre, de confiance entre les habitants, en favorisant l'intégration entre eux : ne pas faire des quartiers pour les uns, des quartiers pour les autres, ne pas découper les villes selon le degré de fortune, éviter tout ce qui sépare et autant

que possible réunir tous ceux qui participent à la vie de la société.

- C'est pourquoi j'admire l'effort des élus : je pense à Marie-Noëlle Lienemann que j'ai connue comme cela, d'abord dans sa vie de militante. Mais je n'avais pas aperçu tout ce qu'elle était capable de faire sur le terrain, en se sacrifiant pour ses concitoyens. Aimer ce que l'on fait ! Et puis beaucoup d'autres, qui sont devant moi ou qui ne sont pas là, des élus de nos communes qui consacrent du temps, de la peine et de l'espoir, qui souvent sont déçus, qui n'ont pas toujours les récompenses politiques qu'ils attendent : mais ce n'est pas pour cela qu'ils étaient là. Et je les vois, acharnés à la besogne, attelés à donner âme, beauté, équilibre, épanouissement à des villes qui jusqu'alors ne reflétaient que l'image du malheur et de la tristesse.

- Je le répète, j'admire l'effort de celles et de ceux qui s'y consacrent. Et ce n'est pas la dernière raison pour laquelle j'ai demandé à un certain moment au Premier ministre d'appeler Marie-Noëlle Lienemann au gouvernement. Je l'avais connue comme militante, puis comme élue locale et parlementaire, il était temps qu'elle put exercer ses qualités comme ministre. Cela a été fait et je n'ai pas eu lieu de le regretter, ce que je tiens à lui dire dans sa propre ville, aujourd'hui.

- Dans beaucoup de secteurs de notre société, spécialement dans notre société politique, en particulier chez les socialistes, il y a beaucoup de tendances, de clans, de groupes et quand j'ai refondé avec quelques autres ce parti en 1971, il y a eu des courants, qui se partageaient selon des contours qui me surprenaient toujours. Je dois dire que Marie-Noëlle Lienemann et moi n'étions presque jamais dans le même : par quel hasard de l'histoire, par quelle ligne de force, par quelle attraction peut-être la loi de la gravité universelle ? Je n'en sais rien. Mais je la voyais travailler. Je percevais ses convictions. J'apprenais aussi à connaître bon nombre d'entre vous, chers amis et camarades qui êtes dans cette salle. J'ai pu voir qu'en dépit de vos différences, vous formez une communauté et l'esprit de cette communauté, c'était bien de bâtir une société meilleure, plus juste, de prendre les problèmes par leur réalité et d'y loger, autant qu'il est possible, l'idéal qui nous habite, plutôt que de faire l'inverse et donc de ne rien faire.\

Vous vous êtes attaqués, vous surtout, Marie-Noëlle, au problème du logement, de la construction et d'ailleurs vous en avez été responsable au sein du gouvernement. J'ai là des notes : je ne les lis pas, elles sont pourtant très intéressantes, peut-être plus intéressantes que ce que je vous dis. Mais elles sont assez techniques, et je ne pense pas qu'il soit nécessaire que je vous explique ce que vous savez déjà, à savoir le nombre de logements, de logements sociaux, etc. Le petit tour que je viens de faire avec vous m'a montré de quelle manière vous avez su agir. Mais enfin, il est vrai que le ministre du logement, toujours, et le mot est tout à fait propre à la fonction, est mal loti. C'est un des ministères qui devrait bénéficier de la sollicitude générale, spécialement du chef du gouvernement et du ministre des finances, et pourtant c'est un de ceux qu'on laisse le plus souvent de côté.

- Je ne sais pas non plus pourquoi. Je crois que les responsables politiques, dans leur vie quotidienne, le matin quand ils se lèvent, le soir quand ils se couchent, la journée à leur bureau, vivent loin de ce monde-là. Ils ne le connaissent pas. Ce n'est pas par mauvaise volonté, ce n'est pas par méchanceté, c'est parce qu'ils ne le connaissent pas. Ils ne connaissent pas le monde qui est le nôtre, le monde qui est le vôtre, le monde dans lequel vous vivez, où vont être élevés vos enfants, même s'ils en sortent un jour.

- Alors je m'inquiète lorsque je vois dans les budgets baisser le nombre de primes, baisser le nombre de prêts. Sans parler des "PALULOS" ! Vous allez me dire, que c'est quand même aussi un drôle de langage : les "PALULOS". Vous ne savez pas ce que c'est. J'ai présidé le Conseil des ministres pendant longtemps. Je vais quitter la présidence de la République dans un mois et demi, même pas, et je crois que j'aurai assisté dans ma carrière politique à plus de mille conseils des ministres. Les ministres parlent toujours par abréviations, par sigles, alors on ne sait pas ce qu'ils veulent dire. Et comme la plupart de leurs confrères ne veulent pas avoir l'air ignorant, ils ne demandent pas de quoi il s'agit. Moi, je préfère avoir l'air stupide, mais je demande : qu'est-ce c'est ? Qu'est-ce que vous voulez dire ? Sinon, ils finiraient par parler une sorte de langage abrégé qui ne serait même pas mathématique - ce serait déjà une forme de langage -, même pas l'espéranto, mais un langage à eux, un langage qui leur vient de l'administration. Voilà pourquoi je ne vous parle pas des PALULOS

JE NE VOUS PARLE PAS DES FAULOUX.

- Je dis simplement qu'il y a des primes, que ces primes sont nécessaires à la réhabilitation des parcs HLM : si on les augmente, on réhabilite, si on les baisse, on ne réhabilite plus et la dégradation s'accroît. Ces baisses ont été très fortes partout en France. J'entends tout le monde le dire. Je n'ai pas l'impression d'entrer dans la campagne électorale. Tout le monde dit la même chose : le redressement s'impose. La seule différence, mais c'est une confiance, c'est qu'on ne sait pas très bien quand le redressement a commencé. Disons que chacun a le sentiment que le redressement de la France a commencé avec son arrivée aux responsabilités. Il vaut mieux laisser vivre ces braves gens sur cette idée : comme cela, ils sont contents d'eux.\

Dans d'autres campagnes électorales, je me suis avancé à dire qu'il faudrait augmenter les salaires, qu'il faudrait une grande négociation sociale, qu'il faudrait un nouveau contrat social, et je parlais d'une politique volontariste. Et quand je rentrais à Paris, - on me disait - le gouvernement, même un gouvernement socialiste : "Les crédits sont limités, on ne peut pas faire tout et n'importe quoi". Naturellement quand c'était un gouvernement socialiste, on ne me le disait pas, par politesse, mais on le pensait.

- Aujourd'hui, je me sens vraiment dépassé : un nouveau contrat social pour l'emploi, une augmentation des salaires, des mesures pour la construction, il suffit que je me lève, suivant mon habitude à 7 heures et que j'allume une radio, pour entendre avec ravissement des candidats les plus inattendus développer avec une hardiesse soudaine les programmes les plus chers, les plus coûteux, les plus abondants, et garantir qu'enfin, tout ce qui n'a pas été fait sera fait.

- En vérité, c'est toujours difficile et l'on doit s'efforcer avant d'accabler quelqu'un, de connaître les dossiers. C'est toujours difficile, parce que les moyens de la France ne sont pas infinis : ils sont sollicités par beaucoup de besoins. Mais malgré tout, ce qui me paraissait, il n'y a pas si longtemps, un peu excessif de la part d'un Président de la République, pour servir d'aiguillon aux majorités du moment, m'apparaît aujourd'hui bien timide et j'ai à m'en excuser auprès de vous. Vous jugerez dans cinq semaines si c'était vraiment timide. Nous ferons à ce moment-là la comparaison entre les paroles et les actes.

- Mais chacun sent bien, en dehors de toute dérision et de toute ironie, qu'au cœur de toute notre politique se pose le problème de la ville et qu'au cœur de la ville se pose le problème du logement. Bien des gens très malheureux le sont déjà beaucoup moins lorsqu'ils ont un toit décent, où ils ont le sentiment de pouvoir réunir leur famille, où l'on se retrouve à des heures fixes de la journée ou de la nuit, autour duquel on peut faire quelque pas. On fait connaissance des voisins, on commence à reconstruire une société où les gens se connaissent et finissent - mot qui surprendra dans ma bouche - par s'aimer. C'est donc un problème politique fondamental que de réhabiliter des logements sociaux. Je viens de le voir dans un grand quartier comme celui du Noyer-Renard.

- Les aides à la personne ont-elles toujours été calculées en faveur de ceux qui en avaient le plus besoin ? Ce qui faisait que j'avais confiance en Marie-Noëlle Lienemann, c'est que je savais qu'elle était animée par un profond sentiment de justice et que rien ne l'en détournerait.\

Beaucoup d'hommes et de femmes se sont consacrés à cette politique au plan national, non seulement les ministres dont vous êtes, mais aussi les initiateurs de cette politique : je pense à Hubert Dubeout, je pense à Bertrand Schwartz, à Gilbert Bonnemaïson, je pense à mon ami Yves Dauge qui m'accompagne ici et qui travaille à mes côtés. Ils ont vraiment exalté ces valeurs républicaines, démocratiques, fondamentales, qui sont le reflet des batailles de 1789. Car il ne sert à rien de parler d'égalité et de liberté, si l'égalité se traduit d'un côté par des taudis et de l'autre côté par des maisons de luxe. La liberté ne veut rien dire si l'on doit travailler tant d'heures par jour, dans la fatigue et l'épuisement, sans même avoir l'occasion de dire bonjour à ses enfants. Ces mots sont inscrits sur tous les frontons de nos édifices publics. Mais ces mots si nécessaires, auxquels j'adhère si profondément, deviennent des mots menteurs si le contenu social et économique détourne la signification politique de son sens.

- De plus, cela doit être un droit égal pour tous - je crois, non pas à l'égalité absolue, mais à l'égalité des chances -, que d'avoir droit chacun à un toit. C'est la moindre des choses. Je parle ici du logement parce que priorité a été ici accordée à ce problème. C'est la pratique vivante de la

démocratie et je suis venu en chercher un exemple à Athis-Mons. Mais l'égalité des chances, c'est également l'accès égal aux services publics, tellement nécessaire à l'intégration de ceux que l'on appelle les exclus, ou bien la promotion sociale de chacun.

- A quoi cela sert-il de verser une larme sur les exclus, si l'on ne fait pas ce qui convient pour qu'ils cessent de l'être ? Que de discours qui pourraient donner prétexte à de grands auteurs pour de nouvelles comédies qui finiraient en tragédies ! Quelle inadéquation entre la parole et l'acte ! L'égalité des chances, c'est encore l'accès au savoir, l'accès à la culture, grâce à l'école, grâce à la formation permanente.

- La présence de tous les équipements de quartier, comme ceux que vous réalisez actuellement, tout cela fait partie de la politique de la ville, c'est-à-dire de la politique moderne, de la politique qui permettra de mieux vivre aux hommes et aux femmes des années actuelles et des années prochaines. Tout le monde parle de l'aube du XXIème siècle : je n'ai pas beaucoup de chances de la voir, mais je la devine assez bien et si l'on continue comme aujourd'hui ce ne sera pas une aube très radieuse. Il est donc nécessaire de donner un coup de volant et de se diriger vers les endroits de la lumière plutôt que là où l'ombre règne.\

Pour cela les élus locaux sont nécessaires. Ils font du très bon travail. Quelle que soit leur tendance. Je les vois un peu partout, vous les réélirez d'ailleurs - ou du moins une certaine partie d'entre eux - au mois de juin, et je ne choisirai pas à votre place. Je me contenterai d'avoir mon opinion et cette opinion vous la connaissez. Je vois partout, dans toutes les couches de la population, un immense dévouement, et ce dévouement se lasse. Il pèse une suspicion sur l' élu comme si l'élection n'était plus la première façon de recevoir l'onction du peuple. Il faut se garder contre ces campagnes qui détruisent la démocratie à la base et pour cela naturellement, il faut mériter, et mériter en accomplissant son devoir comme il convient de le faire.

- Je viens de visiter quelques-unes de vos réalisations. Je connais un peu le dossier d'Athis-Mons, pour l'avoir étudié avant de venir ici.

- Je connais son maire et maintenant quelques-uns de ses élus. Je connais tout autour un certain nombre d'élus, des parlementaires dont nombreux sont mes amis. C'est un département en transformation constante, c'est donc un chantier privilégié. C'est là qu'on peut voir de ses yeux ce qui se passe et ce que ce sera la France non pas d'après demain, mais de demain, ce qu'elle commence à être aujourd'hui.

- C'est pourquoi j'ai tenu à venir. J'étais venu il n'y a pas si longtemps à Evry, il y a quelques années. Je connais un peu la région. Je ne suis pas enfermé à l'Elysée comme certains le croient. D'ailleurs j'en aurai remis les clés dans pas longtemps £ alors, il faudra bien que j'aie quelque part.

- Je continuerai de regarder la France, de la regarder de plus près pour essayer de la comprendre mieux, de la connaître bien pour la comprendre mieux. Je vous remercie de m'avoir donné cette occasion de vous rencontrer, de voir votre ville, de voir votre travail et de remarquer que, ici où là, il y a des Français qui font la France comme il convient de la faire, comme j'espère qu'on la fera.\